



D-IR_PV(2011)1129

PROCÈS-VERBAL

de la réunion du 29 novembre 2011, de 15 h 00 à 16 h 45
Bruxelles

La séance est ouverte le mardi 29 novembre 2011 à 15 heures, sous la présidence de Tarja Cronberg, présidente.

1. Adoption du projet d'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sans modification.

2. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 20 octobre 2011

Le procès-verbal de la réunion du 20 octobre 2011 est adopté sans modification.

3. Communications de la présidence

M^{me} Cronberg souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres et des orateurs. Elle souligne l'importance de la résolution du Parlement européen sur les droits de l'homme en Iran, adoptée le 17 novembre, et qui a été incluse dans le dossier.

M^{me} Cronberg fait également part de ses regrets concernant le refus des autorités de la République islamique d'Iran d'octroyer des visas à la délégation parlementaire UE-Iran qui devait effectuer une visite en Iran du 31 octobre au 4 novembre 2011. Elle annonce par ailleurs qu'elle a écrit à tous les acteurs concernés, notamment au président Buzek, à l'ambassadeur polonais à Téhéran, qui a grandement aidé aux préparatifs de la visite, ainsi qu'au président du parlement iranien, M. Larijani. La planification éventuelle d'une nouvelle visite sera discutée à l'occasion de la prochaine réunion.

En outre, il avait été prévu de tenir plusieurs réunions indépendantes avec la société civile et d'autres organisations non gouvernementales pendant la présence de la délégation à Téhéran. Puisque celles-ci n'ont pas eu lieu, des représentants d'un certain nombre d'ONG ont été invités à Bruxelles pour parler de la situation actuelle de la société civile en Iran.

M^{me} Cronberg annonce que le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, M. Ahmed Shaheed, sera présent à Bruxelles la semaine prochaine. Il doit s'entretenir avec la sous-commission des droits de l'homme le lundi 5 décembre entre 17 h 30 et 18 h 30. Cette réunion sera organisée en collaboration avec la délégation pour les relations avec l'Iran. M^{me} Cronberg regrette de ne pas être en mesure d'assister à la réunion et annonce qu'elle a prévu d'avoir une réunion bilatérale avec M. Shaheed le mercredi 7 décembre 2011.

La présidente fait remarquer que la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 21 novembre un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Iran.

M^{me} Cronberg signale également que le dernier rapport de l'AIEA a livré des indices jusqu'ici des plus probants sur la volonté de l'Iran de développer des armes nucléaires, bien que Téhéran nie ces allégations et soutienne avec insistance que son programme nucléaire est développé à des fins exclusivement civiles. Eu égard à la nature très technique du rapport, la présidente annonce qu'un expert de l'AIEA a été invité à s'exprimer à l'occasion de la prochaine réunion régulière de la délégation, le 19 décembre.

La présidente indique aussi que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni ont d'ores et déjà annoncé des sanctions plus sévères, et que le Conseil «Affaires étrangères» de l'UE abordera la question de sanctions supplémentaires dans le dossier nucléaire lors de sa réunion du 1^{er} décembre 2011.

La présidente souhaite la bienvenue aux représentants du SEAE et souligne que M^{me} Ashton doit faire une déclaration à la suite des manifestations étudiantes qui ont eu lieu devant l'ambassade britannique à Téhéran.

M. Belder indique que le parlement iranien propose un nouveau Code pénal qui exigera l'emprisonnement à perpétuité pour les femmes et la peine de mort pour les hommes dans les cas d'apostasie. La loi exigera par ailleurs l'application de la sharia dans de nombreuses circonstances, dont l'adultère. M. Belder prie donc instamment la présidente de contacter la baronne Ashton et les autorités iraniennes afin de soulever ces questions et de rappeler à Téhéran ses engagements internationaux. M^{me} Cronberg accepte de procéder à cette demande de renseignements auprès de la haute représentante et des autorités iraniennes.

4. Échange de vues avec les ONG sur la situation actuelle de la société civile en Iran

M^{me} Cronberg remercie l'ensemble des organisations et des orateurs présents et donne la parole à M. Sadegh Saba, chef de la section en langue persane de la BBC.

M Saba fait part de ses préoccupations en ce qui concerne la répression des journalistes en Iran, et souligne le cas de M. Hasan Fati, arrêté il y a une dizaine de jours et accusé d'entretenir des liens avec la BBC. M Fati est l'un des six réalisateurs de documentaires qui ont également été arrêtés et accusés de collaboration avec la section persane de la BBC. M. Saba fait aussi référence au brouillage permanent des satellites utilisés par la BBC dans le Moyen-Orient pour transmettre en Iran le signal de la section en langue persane de la BBC. Il se réjouit de la récente résolution du Parlement européen condamnant cette pratique et appelant Eutelsat à suspendre ses services à l'Iran aussi longtemps que les services d'Eutelsat seront utilisés par le gouvernement pour brouiller les émissions télévisées indépendantes.

L'oratrice suivante est M^{me} Nahid Hemmati, membre du conseil de coordination du Mouvement républicain, démocratique et laïque (Republican, Democratic and Secular

Movement). M^{me} Hemmadi exprime ses vives inquiétudes concernant la discrimination permanente dont souffrent les femmes en Iran, notamment en matière d'égalité entre les hommes et les femmes sur le marché du travail et de ségrégation entre les sexes dans les écoles et d'autres lieux publics. Elle souligne également la situation actuelle dans les prisons iraniennes, où les femmes sont souvent harcelées et violées. Elle attire l'attention sur la situation de représentantes du mouvement féministe, d'artistes et d'avocates qui ont été arrêtées et détenues pendant de nombreuses années sans raison particulière. M^{me} Hemmadi appelle par conséquent la délégation à renforcer la présence des femmes iraniennes dans les conférences internationales et à promouvoir la campagne contre la lapidation des femmes en Iran.

La présidente donne ensuite la parole à M^{me} Sarah Vader, représentante de la communauté internationale bahaïe. M^{me} Vader se réjouit de la récente résolution européenne sur l'Iran et exprime son inquiétude concernant les arrestations et les détentions arbitraires de membres de la communauté bahaïe. Elle mentionne le cas d'un dirigeant bahaï emprisonné sans aucune raison et le cas de sept éducateurs bahaïs détenus en raison de leur implication dans un programme communautaire informel destiné à dispenser un enseignement supérieur à de jeunes bahaïs auxquels l'État iranien a refusé l'accès au système scolaire.

Anne Marie Van Den Berken de l'Organisation internationale pour la préservation des droits de l'homme en Iran (*International Organisation to preserve Human Rights in Iran*) prend ensuite la parole et remercie la présidente de l'avoir invitée à la réunion. Elle fait état de son inquiétude causée par la persécution dont a souffert le Dr. Azmayesh, un savant soufi, et qui l'a contraint à quitter l'Iran. M^{me} Van Den Berken souligne l'objectif poursuivi par son organisation: défendre le respect des droits de l'homme en Iran en organisant des conférences et en créant une plate-forme pour les minorités religieuses et ethniques, les étudiantes, les femmes et les journalistes, mais également accroître la sensibilisation de la communauté occidentale sur les violations des droits de l'homme en Iran. Elle donne également lecture de la déclaration du Dr. Azmayesh, soulignant plusieurs violations graves des droits de l'homme contre l'ordre soufi.

L'orateur suivant, Magnus Palmgren, représentant de la Confédération internationale des syndicats, souligne la situation difficile des syndicats et la violation des droits syndicaux en Iran. Il fait remarquer que les grèves sont interdites, que la conclusion de conventions collectives est soumise à une autorisation préalable et que de nombreux militants ont été condamnés pour propagande contre l'État.

La présidente donne ensuite la parole à Andrew Swan de l'Organisation des peuples et des nations non représentés. M. Swan exprime son inquiétude au sujet du respect des droits civils, politiques et humains des minorités vivant en Iran. Les questions principales auxquelles ces nationalités sont confrontées sont la compensation en cas de confiscation des terres, les transferts de population, les conditions de logement et vie, la dégradation de l'environnement, les possibilités d'emploi, la discrimination sur le lieu de travail, l'éducation et l'expression religieuse.

M. Didier Idjadi fait part de ses graves inquiétudes en ce qui concerne les questions environnementales en Iran, en particulier l'imminente catastrophe écologique dans la région du lac Orumieh, qui a perdu 60 % de sa superficie, et où de nombreux endroits ont été asséchés à cause du détournement des cours d'eau. En ce qui concerne le programme nucléaire, M. Idjadi signale que 80 % des recettes publiques proviennent du secteur pétrolier, qui devrait donc constituer la cible principale des sanctions internationales.

Le discours de Mehdi Aslani Tabrizipoor, ancien prisonnier politique et activiste des droits de l'homme, met en exergue la situation dramatique vécue par les prisonniers politiques en Iran. M. Aslani demande aussi que soit établie la responsabilité du massacre de 1988, qui a entraîné la mort de membres de minorités religieuses, d'«antirévolutionnaires» et d'«incroyants», qui gisent au cimetière de Khavaran.

Le représentant du secrétariat donne lecture de la déclaration d'Amnesty International, dont les représentants n'ont pas pu assister à la réunion. Amnesty International regrette profondément que la délégation du PE pour les relations avec l'Iran n'ait pas été autorisée à se rendre en Iran au début du mois. Amnesty admet qu'au moins onze avocats se trouvent actuellement derrière les barreaux, apparemment pour leur travail de défense ou pour d'autres activités liées aux droits de l'homme. Parmi eux se trouvent Nasrin Sotoudeh, qui a courageusement défendu la cause de délinquants juvéniles et a été condamnée à cinq années d'emprisonnement pour «agissements contre la sécurité nationale, notamment son appartenance au Centre des défenseurs des droits de l'homme (CDDH)» et à un an pour «propagande contre le système», ainsi que Nasrin Sotoudeh, accusée de représenter Shirin Ebadu, lauréate du Prix Nobel de la paix 2003.

La déclaration d'Amnesty fait aussi référence au cas d'Abdolfattah Soltani, détenu parce soupçonné d'entretenir des «relations avec des groupes terroristes» qui, aux dires d'un fonctionnaire, sont responsables de l'assassinat de plus de 10.000 personnes en Iran.

Amnesty International considère que tout avocat emprisonné parce qu'il s'acquitte de ses obligations professionnelles, ou exerce pacifiquement les droits de la liberté d'expression, d'association et de réunion, est un prisonnier de conscience qui doit être libéré immédiatement et sans condition. Le droit d'être aidé par un avocat de son choix est garanti par l'article 14 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'Iran est un État partie. La répression des autorités iraniennes a néanmoins porté gravement atteinte à la jouissance de ce droit.

M^{me} Schaake insiste sur la nécessité de formuler des actions concrètes et de définir une liste de priorités en concertation avec les représentants de la société civile. Par ailleurs, elle fait remarquer que des technologies produites par des sociétés européennes sont utilisées pour compromettre les droits civils et politiques des citoyens iraniens. La présidente assure qu'une liste de priorités relatives aux travaux de la délégation sera discutée pendant la prochaine réunion.

Il est demandé à M^{me} Cronberg pourquoi la délégation a invité un représentant de l'ambassade iranienne à la réunion. La présidente répond que la réunion est ouverte à toute personne intéressée, à l'image de la plupart des autres réunions du Parlement européen.

Il est aussi demandé à M^{me} Cronberg si le Parlement européen pourrait leur fournir des ressources afin de poursuivre leurs activités et de faire en sorte que leurs campagnes atteignent leur objectif, c'est-à-dire la démocratie et les droits de l'homme. M^{me} Cronberg signale que le Parlement n'est pas en mesure d'assurer des ressources, mais qu'il peut en revanche soulever la question avec la Commission européenne et le SEAE.

La présidente remercie les participants pour la fructueuse discussion.

5. Divers

Néant.

6. Date et lieu de la prochaine réunion

M^{me} Cronberg annonce que la prochaine réunion régulière se déroulera le lundi 19 décembre entre 15 et 16 heures.

La séance est levée à 16 h 30.

**ПРИСЪСТВЕН ЛИСТ/LISTA DE ASISTENCIA/PREZENČNÍ LISTINA/DELTAGERLISTE/
ANWESENHEITSLISTE/KOHALOLIJATE NIMEKIRI/KATAΣΤΑΣΗ ΠΑΡΟΝΤΩΝ/RECORD OF ATTENDANCE/
LISTE DE PRÉSENCE/ELENCO DI PRESENZA/APMEKLĒJUMU REĢISTRSDALYVIŲ SAŖAŠAS/JELENLÉTI ÍV/
REĢISTRU TA' ATTENDENZA/PRESENTIELIJST/LISTA OBECNOŠCI/LISTA DE PRESENÇAS/LISTÁ DE PREZENȚĂ/
PREZENČNÁ LISTINA/SEZNAM NAVZOČIH/LÄSNÄOLOLISTA/DELTAGARLISTA**

Бюро/Mesa/Předsednictvo/Formandskabet/Vorstand/Juhatus/Προεδρείο/Bureau/Ufficio di presidenza/Prezidijs/Biuras/Elnökség/ Prezydium/Birou/Predsednictvo/Predsedstvo/Puheenjohtajisto/Presidiet (*)
Tarja Cronberg
Членове/Diputados/Poslanci/Medlemmer/Mitglieder/Parlamendiliikmed/Μέλη/Members/Députés/Deputati/Deputāti/Nariai/Képviselők/ Membri/Leden/Posłowie/Deputados/Deputați/Jäsenet/Ledamöter
Bastian Belder
Заместници/Suplentes/Náhradníci/Stedfortrædere/Stellvertreter/Asendusliikmed/Αναπληρωτές/Substitutes/Suppléants/Supplenti/ Aizstājēji/Pavaduojantys nariai/Póttagok/Sostituti/Plaatsvervangers/Zastępcy/Membros suplentes/Supleantî/Náhradníci/Namestniki/ Varajäsenet/Suppleanter
Lena Kolarska-Bobinska, Antonia Parvanova, Marietje Schaake, Sabine Verheyen

187 (2)
193 (3)
49 (6) (Точка от дневния ред/Punto del orden del día/Bod pořadu jednání (OJ)/Punkt på dagsordenen/Tagesordnungspunkt/Päevakorra punkt/Ημερήσια Διάταξη Σημείο/Agenda item/Point OJ/Punto all'ordine del giorno/Darba kārtības punkts/Darbotvarkēs punktas/ Napirendi pont/Punt fuq l-aġenda/Agendapunt/Punkt porządku dziennego/Ponto OD/Punct de pe ordinea de zi/Bod programu schôdze/ Točka UL/Esityslistan kohta/Föredragningslista punkt)

Наблюдатели/Observadores/Pozorovatelé/Observatører/Beobachter/Vaatlejad/Παρατηρητές/Observers/Observateurs/Osservatori/ Novērotāji/Stebētājai/Megfigyelők/Osservatori/Waarnemers/Observatorzy/Observadores/Observatori/Pozorovatelia/Opazovalci/ Tarkkailijat/Observatörer
Einollah Souri, Jouni Vauhkonen, Bazargord Siyamak, Hamid Dadashlou, Arash Joudaki, Behiek Jailani, Eric Mark, Esther Kattenberg

По покана на председателя/Por invitación del presidente/Na pozvání předsedy/Efter indbydelse fra formanden/Auf Einladung des Vorsitzenden/Esimehe kutsel/Με πρόσκληση του Προέδρου/At the invitation of the Chair(wo)man/Sur l'invitation du président/Su invito del presidente/Pēc priekšsēdētāja uzaicinājuma/Pirmininkui pakvietus/Az elnök meghívására/Fuq stedina tal-President/Op uitnodiging van de voorzitter/Na zaproszenie Przewodniczącego/A convite do Presidente/La invitația președintelui/Na pozwanie predsedu/Na povabilo predsednika/Puheenjohtajan kutsusta/På ordförandens inbjudan

Bazargord Siyamak, Hamid Dadashlou, Arash Joudaki, Behiek Jailani, Mehdi Aslani Tabrizipoor, Didier Idjadi, Nahid Jafarpour, Anwar Mirsattari, Robert Swan, Sadeq Saba, Lydia Boons, Anne-Marie Vand er Berchen, Sarah Vader, Magnus Palmgren,

Съвет/Consejo/Rada/Rådet/Rat/Nõukogu/Συμβούλιο/Council/Conseil/Consiglio/Padome/Taryba/Tanács/Kunsill/Raad/Conselho/Consiliu/Svet/Neuvosto/Rådet (*)

Комисия/Comisión/Komise/Kommissionen/Kommission/Euroopa Komisjon/Επιτροπή/Commission/Commissione/Komisija/Bizottság/Kummissjoni/Commissie/Komisja/Comissão/Comisie/Komisia/Komissio/Kommissionen (*)

Европейска служба за външна дейност/Европскá služba pro vnější činnost/EU-Udenrigstjenesten/Europäischer Auswärtiger Dienst/Euroopa välisteenistus/Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Εξωτερικής Δράσης/European External Action service/Servicio Europeo de Acción Exterior/Service européen pour l'action extérieure/Servizio europeo per l'azione esterna/Eiropas Ārējās darbības dienests/Europos išorės veiksmų tarnyba/Európai Külügyi Szolgálat/Servizz Ewropew għall-Azzjoni Esterna/Europese dienst voor extern optreden/Europejska Służba Działań Zewnętrznych/Serviço Europeu para a Acção Externa/Serviciul european pentru acțiune externă/Európska služba pre vonkajšiu činnost/Evropska služba za zunanje delovanje/Euroopan ulkosuhdehallinto/Europeiska avdelningen för yttre åtgärd (*)

Lene Hove, Doireann Breathnach

Други институции/Otras instituciones/Ostatní orgány a instituce/Andre institutioner/Andere Organe/Muud institutsioonid/Άλλα θεσμικά όργανα/Other institutions/Autres institutions/Altre istituzioni/Citas iestādes/Kitos institucijos/Más intézmények/Istituzzjonijiet oħra/Andere instellingen/Inne instytucje/Outras Instituições/Alte instituții/Iné inštitúcie/Druge institucije/Muut toimeelimet/Andra institutioner/organ

Други учасници/Otros participantes/Ostatní účastníci/Endvidere deltog/Andere Teilnehmer/Muud osalejad/Επίσης Παρόντες/Other participants/Autres participants/Altri partecipanti/Citi klātesošie/Kiti dalyviai/Más résztvevők/Partecipanti oħra/Andere aanwezigen/Inni uczestnicy/Outros participantes/Alți participanți/Iní účastníci/Drugi udeleženci/Muut osallistujat/Övriga deltagare

Секретариат на политическите групи/Secretaría de los Grupos políticos/Sekretariát politických skupin/Gruppenes sekretariat/Sekretariat der Fraktionen/Fraktsioonide sekretariaat/Γραμματεία των Πολιτικών Ομάδων/Secretariats of political groups/Secrétariat des groupes politiques/Segreteria gruppi politici/Politisko grupu sekretariāts/Frakciju sekretoriai/Képviselőcsoportok titkársága/Sekretarjat grupi poliṭiċi/Fractiesecretariaten/Sekretariat Grup Politycznych/Secr. dos grupos políticos/Secretariate grupuri politice/Sekretariát politických skupin/Sekretariat političnih skupin/Poliittisten ryhmien sihteeristö/Gruppenas sekretariat

PPE	Rino Trombetta
S&D	
ALDE	
ECR	Thomas Robertson
Verts/ALE	
GUE/NGL	
EFD	
NI	

Кабинет на председателя/Gabinete del Presidente/Kancelář předsedy/Formandens Kabinet/Kabinett des Präsidenten/Presidendi kantselei/Γραφείο Προέδρου/President's Office/Cabinet du Président/Gabinetto del Presidente/Priekšsēdētāja kabinets/Pirmininko kabinetas/Elnöki hivatal/Kabinett tal-President/Kabinet van de Voorzitter/Gabinet Przewodniczącego/Gabinete do Presidente/Cabinet Preşedinte/Kancelária predsedu/Urad predsednika/Puhemiehen kabinetti/Talmannens kansli

Tim Boden

Кабинет на генералния секретар/Gabinete del Secretario General/Kancelář generálního tajemníka/Generalsekretærens Kabinet/Kabinett des Generalsekretärs/Peasekretäri büroo/Γραφείο Γενικού Γραμματέα/Secretary-General's Office/Cabinet du Secrétaire général/Gabinetto del Segretario generale/Ġeneralsekretära kabinets/Generalinio sekretoriaus kabinetas/Főtitkári hivatal/Kabinett tas-Segretarju Ġenerali/Kabinet van de secretaris-generaal/Gabinet Sekretarza Generalnego/Gabinete do Secretário-Geral/Cabinet Secretar General/Kancelária generálneho tajomníka/Urad generalnega sekretarja/Pääsihteerin kabinetti/Generalsekreterarens kansli

Ainhoa Markuleta, Tania Colantone

Генерална дирекция/Dirección General/Generální ředitelství/Generaldirektorat/Generaldirektion/Peadirektoraat/Γενική Διεύθυνση/ Directorate-General/Direction générale/Direzione generale/Generāldirektorāts/Generalinis direktoratas/Főigazgatóság/Direktorat Ġenerali/Direktoraten-generaal/Dyrekcja Generalna/Direcção-Geral/Direcții Generale/Generálne riaditeľstvo/Generalni direktorat/ Pääosasto/Generaldirektorat	
DG PRES DG IPOL DG EXPO DG COMM DG PERS DG INLO DG TRAD DG INTE DG FINS DG ITEC	
Правна служба/Servicio Jurídico/Právní služba/Juridisk Tjeneste/Juristischer Dienst/Öigusteenistus/Νομική Υπηρεσία/Legal Service/ Service juridique/Servizio giuridico/Juridiskais dienests/Teisės tarnyba/Jogi szolgálat/Servizz legali/Juridische Dienst/Wydział prawny/ Serviço Jurídico/Serviciu Juridic/Právny servis/Pravna služba/Oikeudellinen yksikkö/Rättstjänsten	
Секретариат на комисията/Secretaría de la comisión/Sekretariát výboru/Udvalgssekretariatet/Ausschusseksretariat/Komisjoni sekretariaat/Γραμματεία επιτροπής/Committee secretariat/Secrétariat de la commission/Segreteria della commissione/Komitejas sekretariāts/Komiteto sekretoriatas/A bizottság titkársága/Sekretarjat tal-kumitat/Commissiesecretariaat/Sekretariat komisji/ Secretariado da comissão/Sekretariat comisie/Sekretariat odbora/Valiokunnan sihteeristö/Utskottssekretariatet	
Сътрудник/Asistente/Asistent/Assistent/Assistenz/Βοηθός/Assistant/Assistente/Palīgs/Padējējas/Asszisztens/Asyistent/Pomočnik/ Avustaja/Assistenten	

- * (P) = Председател/Presidente/Předseda/Fornand/Vorsitzender/Esimees/Πρόεδρος/Chair(wo)man/Président/Priekšsēdētājs/Pirmininkas/
Elnök/President/Voorzitter/Przewodniczący/Preşedinte/Predsedna/Predsednik/Puheenjohtaja/Ordförande
- (VP) = Заместник-председател/Vicepresidente/Místopředseda/Næstformand/Stellvertretender Vorsitzender/Aseesimees/Αντιπρόεδρος/
Vice-Chair(wo)man/Vice-Président/Priekšsēdētāja vietnieks/Pirmininko pavaduotojas/Alelnök/Víci President/Ondervoorzitter/
Wiceprzewodniczący/Vice-Présidente/Vicepreşedinte/Podpredseda/Podpredsednik/Varapuheenjohtaja/Vice ordförande
- (M) = Член/Miembro/Člen/Medlem./Mitglied/Parlamendiliige/Μέλος/Member/Membre/Membro/Deputāts/Narys/Képviselő/
Memburu/Lid/Członek/Membro/Memburu/Člen/Poslanec/Jäsen/Ledamot
- (F) = Длъжностно лице/Funcionario/Úředník/Tjenestemand/Beamter/Ametnik/Υπάλληλος/Official/Fonctionnaire/Funzionario/
Ierēdnis/Pareigūnas/Tisztviselő/Ufficial/Ambtenaar/Urzednik/Funcionário/Funçionar/Úradník/Uradnik/Virkamies/Tjänsteman

Full text of speeches

1. **BBC World - Sadeq Saba**, Head of BBC Persian Service

I would like to point out that BBC Persian is a victim of human rights abuses in Iran in two senses: firstly, in recent weeks quite a few journalists and documentary makers have been arrested in Iran for their links with the BBC. Only about two weeks ago a journalist called Hassan Fathi, an independent analyst who had contributed to several BBC bulletins, was arrested after he spoke to BBC Persian TV about an explosion at the Iranian Revolutionary Guard ammunition depot near Teheran. A few days ago, his wife told me that after eleven days she was still unaware about which prison he has been transferred to and who had detained him. Hassan was the latest victim of human rights abuses targeting people that have talked to the media; a few weeks before that, six documentary makers were arrested in Iran, again accused of collaborating with the BBC. Some time later they were released, but one of them is still in prison. There were other cases of people that were put under pressure and even arrested after talking with BBC Iran.

The second aspect of human rights abuses involves constant jamming of BBC signals by Iranian authorities. Iran itself uses satellites to transmit its programs around the world in different languages, at the same time denying other international broadcasters such as the BBC, Voice of America, Deutsche Welle and others to use the same facilities. This is an ironic situation: Hot Bird, which is owned by Eutelsat, is used by Iran to transmit its programmes around the world but the same Hot Bird cannot be used by the BBC because the Iranian government jam our programmes and Hot Bird subsequently has to remove our television because of the damage to other channels. The perpetrators continue to systematically deny people their basic rights; the victims, namely all the Iranian citizens, are removed from Hot Bird.

I sincerely welcome the Resolution by the European Parliament condemning jamming of satellite channels and also calling on satellite providers like Eutelsat to stop giving services to Iran as long as Iran continues jamming other services. I think everyone should have access to alternative news; BBC is a well known international broadcaster: we provide an impartial, fair and accurate service to Iranians but Iran does everything in its capacity to deny access to an alternative source of news. I think governments and satellite industries should do something to stop this behaviour, otherwise other governments could start jamming channels. Only rogue states are able take this measure, because they don't hold themselves accountable; I'm afraid the international community seems to be powerless to tackle this issue.

2. **Ms Nahid Jafarpour**, membre de la Commission des Femmes et le Conseil Coordination du Mouvement République Démocratique et Laïque d'Iran

I am glad to welcome you in the name of the Coordinating Council of the Republican, Democratic and Secular Movement and I would like to give you a short report on the situation of women in Iran today.

The society of Iran is a society in which about 50 % of the inhabitants do not enjoy the full amount of human rights. Gender discrimination and gender separation is a widespread form of violence against women.

This form of discrimination is deeply anchored in the Iranian Constitution and Criminal Law, e.g. Article 115 of the Iranian Constitution, which states that the Governor of Iran has to be elected among the religious and political men of the country, i.e. women cannot be elected for the Government of Iran. Women are also not allowed to become judge in Iran.

As far as heritage is concerned a boy will receive double the heritage of a girl. If someone's wife died, the husband will receive a quarter of the heritage, in case that the husband should die, the wife is allowed to inherit only the eighth part of everything.

Normally, only the man has the right of divorce. The man decides about the education of the children, he also decides, whether his wife is allowed to go to work or to travel outside the country. The man is allowed to have several wives at the same time, and according to Article 23 of the Criminal Law he is allowed to kill his wife immediately, in case that she is betraying him.

According to Article 114 the Iranian Constitution allows stoning to death of a woman. The rate of women working outside the household is only 14 % in Iran. Women are usually the first to be fired in case of economical problems. Unequal wage under unequal working conditions and violence against women at the working place are usual. There is no right that shelters women at the working place. This situation leads to an extreme financial dependence of women on their husband, a situation causing more violence against women. Gender separation is performed at universities, schools, working places, in buses, sport facilities, even at the sea-side.

Killing, torturing, rape and violence against women can be seen in Iran's daily life in addition to all the violence already anchored in the Law of the Islamic Republic. Examples of the discrimination done to women in Iran are stoning, rape, threatening, sexual abuse, honor killing trade with women and girls, polygamy, spreading of prostitution by the so-called "Seegha" (temporal marriage), unequal laws as the laws of heritage, witnessing, divorce, education, unequal wages, unequal jobs as well as the obligation of wearing the veil for Muslim women and non-Muslim women as well.

According to official statistics of Iran within the last 11 months 110 women were raped, 17 of them were below the age of 18, 17 were raped by male groups, 7 of them were raped serially. In prison women are raped, abused, tortured and condemned to death. Presently, many women are in prison waiting for their trial, many of them are in the death row. At the moment female lawyers, members of the women rights movement, artists, writers are in prison.

The mothers and the families of the executed, and the mothers and families of the political prisoners are arrested, abused, tortured and freed again, so that their lives are under steady threat. As women are the first victims of all wars, they usually form the most important part of the peace movement and the movement of environmental care.

For this reason, we, the women of the Coordinating Council of the Republican, Democratic and Secular Movement of Iran are against any military action from outside or inside the country. We think that military actions from outside the country and the idea that the Iranian Government will be going to produce atomic weapons are sceneries leading to destruction of living areas and destruction of society structures as well.

On the other hand the situation will give an excuse to the Iranian Government to increase the suppression of the Coordinating Council of the Republican, Democratic and Secular Movement.

We think that the people of Iran have to decide about their future by themselves and this future should be created in a peaceful, free and democratic atmosphere. This is the only way to reach the aim of security and peace for the Near East, which will also lead to a different position of women in their society.

We ask the European Parliament to support the people of Iran to reach the level of the Human Rights, as they are guaranteed internationally. As far as the discrimination of women and the violence towards women is concerned we ask the European Parliament to perform political pressure against the Government of the Islamic Republic to stop this situation.

We ask the European Parliament to support the Conferences of the Members of the Women Movement by facilitating visa procedures, by giving public audience to the aims of the Congresses, by publically honoring the work of these organisations. We ask the European Parliament to support the “one million Iranian women's signature campaign”, the campaign against execution and the campaign against stoning.

3. The Bahá'í International Community

Sarah Vader, Baha'i Faith Representative .

I am grateful for this opportunity provided by the Iran delegation to present some of the things Bahá'ís might have said to those members of the delegation who had been expected to travel to Iran at the beginning of the month.

In the resolution passed by the Parliament last week, you pay tribute to the courage of all Iranians who are fighting in defence of fundamental freedoms, human rights and democratic principles and who wish to live in a society free from repression and intimidation. This session is another way this tribute can be paid, a way to show these people that they are not alone in their efforts to have their fundamental human rights respected.

Concerning the situation of the Bahá'ís in Iran, we remain concerned about the increase in arbitrary arrests and detentions. Since August 2004, some 501 Bahá'ís have been arrested. There are about 102 Iranian Bahá'ís currently in prison because of their religion. And to date, the cases of some 416 Bahá'ís are still active with authorities. These include individuals in prison, those who have been released pending trial, those who have appealed their verdicts, those awaiting notification to begin serving prison sentences, and a few who are serving periods of internal exile.

An overview of the situation of the Bahá'ís and the arbitrary arrests and detention would not be complete without mentioning the situation of the former members of the leadership of the Iranian Bahá'í community, who have been sentenced to 20 years imprisonment on no ground whatsoever. The members of the Iran delegation were able to hear a detailed account of their arrest and the legal proceedings against them when one of their lawyers, Ms Mahnaz Parakand visited the Parliament at the end of the month of June this year.

The case of the seven individuals involved in the Bahá'í Institute for Higher Education

(the BIHE) is another example of this. They were arrested in May and sentenced, in October, to 4 or 5 years in prison. With these individuals, it is shameful that this is what they get for providing education to young Bahá'ís who are denied access to higher education.

The case of these seven individuals is also another demonstration of lack of fair, open and transparent judicial process: No written copy of the verdict has been seen by the defendants or their lawyers but transcripts taken down by people present at the hearing say that the seven were found guilty of 'membership in the deviant Bahaist sect, with the goal of taking action against the security of the country, in order to further the aims of the deviant sect and those of organizations outside the country.' The judgements also cast the activities of the accused in support of BIHE as crimes and as evidence of their purported aim to subvert the State. There is, of course, no foundation whatever to the judiciary's assertion that the seven sought to do so. The prohibition on the attendance of foreign diplomats at the trials and the refusal of the judiciary to provide written documentation of the verdict to the accused demonstrate how unjustifiable the assertions and actions of the government are.

What is most concerning about this case is that the BIHE was created to respond to the banning of Bahá'í students from attending higher education institutions. Although the authorities claim that every one is free to attend university, a circular letter by the Ministry of Science, Research and Technology, to the heads of 81 Universities in 2006 asked that Bahá'ís be banned from their institutions as soon as they were identified as such. So those relatively few Bahá'í youth who are able to overcome all the obstacles that are placed in their way and enrol for university continue to be denied entrance or expelled once it becomes known that they are Bahá'ís – in some cases these expulsions have been effected just prior to the completion of their studies.

Harassment of Bahá'ís is pervasive and includes many incidents of all of the following:

- Direct intimidation and questioning by authorities
- Searches of homes and business, including confiscation of material
- Court proceedings where Bahá'ís are accused of promoting propaganda against the government “for the benefit of the Bahaist sect.”
- Monitoring of the bank accounts, movement, and activities of Bahá'ís, including official questioning of Bahá'ís requiring them to give information about their lives, actions, neighbors, etc.
- Denial or confiscation of business licenses.
- Denial of work opportunities in general.
- Denial of rightful inheritances to Bahá'ís.
- Physical assaults, and efforts to drive Bahá'ís out of towns and villages.
- Dissemination, including in official news media, of misinformation about Bahá'ís, and incitement of hatred against Bahá'ís.
- Evictions from places of business, including Bahá'í doctors from their offices and clinics.
- Intimidation of Muslims who associate with Bahá'ís.
- Attempts by authorities to get Bahá'ís to spy on other Bahá'ís.
- Threatening phone calls and letters to Bahá'ís.
- Denial of pension benefits.
- Denial of access to publishing or copying facilities for Bahá'í literature.
- Confiscation of property.

- Bahá'í burials and the desecration of cemeteries. Here are two examples of this, and it really shows the absurdity of the persecution:
- In Tabriz, agents of the Ministry of Intelligence interrogated a Bahá'í whose father was executed in 1981 for being a Bahá'í. After asking the man and his wife a number of questions about community activities, the authorities stated that placing flowers upon the graves and tending to the gravestone is considered "teaching" the Bahá'í Faith and asked the man to refrain from doing so.
- Also in Tabriz recently, government officials informed the family of a deceased Bahá'í that his burial must be performed according to Muslim custom. The officials then took the body of the deceased to the Bahá'í where, in the absence of the family and without informing them, they pressured the Bahá'í caretaker into burying the body.

4. The International Organisation to preserve Human Rights in Iran

Anne Marie Van Den Berken

On behalf of Dr Azmayesh and of our Organisation: The International Organisation to Preserve Human Rights in Iran I would like to thank the delegation for inviting us to this important meeting.

Unfortunately Dr Azmayesh, one of the co-founders of the organization, is not able to be here to read his statement. The reason is that 4 weeks ago, after having received some serious threats from Tehran, Dr Azmayesh was forced to leave his house and country. It is very sad that these things can happen, even in Europe, to those who are fighting for the rights and justice for others.

The International Organisation to Preserve Human Rights in Iran (IOPHRI) is an independent initiative of European and Iranian human rights activists. The commitment of the members is rooted in the insight that the Iranian regime has turned out to be a totalitarian dictatorship with ambitions in exporting their threatening ideology, which endangers citizens in the whole world.

The International Organisation to Preserve Human Rights in Iran is advocating for respect for human rights in Iran. By organizing conferences, it provides a platform for religious and ethnic minorities, students, women, journalists, bloggers and human rights activists. In this way it tries to increase awareness of the western community about the human rights abuses in Iran and it hopes to bring about a dialogue between the different ethnic and religious diversities because "together we are stronger."

One of the natural rights of human beings is the right to have access to Information. Moreover it is crucial to know some details about people and governments who would like to hide their destructive intentions and their dark deeds in the field of human rights violations. Today we would like to highlight some hidden details on the various human rights violations of the regime in Iran.

Some days ago, Mr Mohseni Ejei, prosecutor general, complained that there is no unity in the country behind Ali Khamenei and everybody would like to follow an own agenda.

One of the groups that is following an own agenda can be considered as the shadow government in Iran. This group consists of ideologues who are very influential inside the system and who operate hiddenly. They propagate an aggressive Nazi-like ideology and

apply what can be called a religious Apartheid. The name of this group is Ammariyoun, which alludes to martyrs. Their influence reaches into the seminaries of Qom and the cadre schools of the Pasdaran. One of their aims is to cleanse the country of groups whom they regard as the strongest adversaries to their style of running the country by mixing up politics and religious concepts. Thus Ammariyounists are behind just another campaign against the Sufi-Dervishes.

This campaign was started by a young Mullah from Qom in September 2011. He travelled to Kavar, region of Shiraz, where he instigated Bassiji to attack Dervishes of the Nematollah Gonabadi Order. We display some of the results of this campaign against Dervishes by the so-called Lords of Hate or Ammariyoun:

One Dervish, Vahid Banani, was shot dead. Several dervishes were wounded. Sixteen Dervishes, including lawyers and journalists, reporting on the events, are still being held in Evin's political section. Relatives reported signs of torture on the bodies of their beloved ones when they were allowed to see them after a period of more than 70 days of solitary confinement. And because the International Organization to preserve Human Rights in Iran brought this case to the public and to the UN special rapporteur for Iran, Ahmed Shaheed, the head of our organization is being accused of being a spy of the French government and to act against the Iranian Nation. A slander campaign with diffuse accusations has started against Dr. Azmayesh.

We conclude that if talking about human rights violation is considered as a terroristic act by the regime in Iran this clearly shows one of the disturbing methods of a state that tries to hide its true nature and intentions in front of the world.

5. International Trade Union Confederation (ITUC)

Magnus Palmgren.

No free trade unions allowed and strikes against government policies are not allowed. All efforts to try and form independent trade unions have been brutally stopped. Despite that there are some independent trade unions struggling but it is repeated stories about imprisonment, harassments, arrests, even death penalties.

The cut down in subsidies make it very difficult for workers, the real unemployment is around 20%, underemployment is wide spread and many Iranians have two or three jobs (but no trade unions!).

The ITUC releases an Annual Survey where we collect information about violations of trade union rights every year. In the 2011 edition you can read the following about Iran:

A teacher and trade unionist was hanged after a sham trial, despite international outcry. Many workers were arrested for supporting the right to organise and trade union rights are severely limited, and strikes are prohibited.

86 trade unionists, trade union journalists and human right defenders remained in prison by the end of 2010. The Labour Code stipulates that either an Islamic Labour Council or a guild society can be established at a work place; however the law strongly favours the former. The Labour Councils are linked to the Workers' House; the "official" workers' organisation set up and backed up by the authorities and employers.

Prior authorisation is required for organising, as well as for concluding collective agreements. Right to organise heavily suppressed: The government relies on "security

laws” to suppress any public expression of dissent. Many activists have been convicted of “propaganda against the state” and “jeopardising national security” by the Revolutionary Courts without any respect to international or Iranian fair-trial standards.

The government-backed Workers’ House or Islamic Councils consistently fail to address issues such as rights at work, privatisation, structural adjustments, low salaries and wage arrears.

6. **Mr Mehdi Aslani Tabrizipoor** former political prisoner and human rights activist

Mesdames et Messieurs, Je vous remercie de m’avoir accordé ce temps de parole. Ce n’est pas la première fois que la République Islamique empêche l’envoi des délégations parlementaires. Récemment encore on n’a pas permis à M. Ahmed Shaheed d’entrer en Iran, et cela en dépit du fait que la communauté internationale avait consenti aux conditions du régime islamique pour que le rapporteur spécial des Nations Unies soit du sexe masculin, d’une nationalité non européenne et de surcroît musulman.

Mesdames et Messieurs ! Sachez que si vous n’êtes confrontés que sporadiquement à ce genre de mépris affiché de la part des autorités iraniennes, les Iraniens, eux, doivent subir quotidiennement toute sorte de mépris que ce régime théocratique leur inflige depuis sa création il y a plus de trente ans.

Vous auriez dû avoir, lors de votre voyage en Iran, un « dialogue constructif » avec les responsables iraniens sur des sujets tels que le respect des droits de l’homme et le programme nucléaire. Permettez-moi de vous parler de ma situation comme un exemple criard, parmi tant d’autres, de non respect des droits de l’homme, afin d’attirer votre attention sur le caractère non constructif de ce dialogue que vous cherchez à avoir avec ce régime en vous pliant à ses conditions.

Je suis l’un des rescapés du massacre perpétré dans les prisons iraniennes durant l’été 1988. Cette année-là, juste après la fin des hostilités entre l’Iran et l’Iraq, sous l’ordre du plus haut dignitaire religieux et politique de l’époque, l’ayatollah Khomeiny, et avec la collaboration et le consentement des responsables gouvernementaux dont une grande majorité occupent encore des postes importants dans les appareils juridique et exécutif, les prisonniers politiques purgeant leurs peines ont dû repasser devant la commission de mort, réplique moderne des tribunaux d’inquisition, dont les membres furent désignés par Khomeiny. Près de quatre mille d’entre eux furent sommairement massacrés et enterrés dans des cimetières non répertoriés. Je répète : près de quatre mille. À cause du silence qu’observent tous les hommes politiques iraniens à son sujet, ce massacre sans pareil est encore un secret d’État et n’a pas soulevé, lors de son apparition, l’indignation internationale qu’il méritait. La joie provoquée par la fin d’une guerre de huit ans, le retour de la République Islamique à la communauté internationale et la perspective alléchante d’un renouveau des profits économiques sous forme d’aides à reconstruire le pays, y étaient incontestablement pour quelque chose dans cette indifférence générale à l’égard de cette tuerie.

Mesdames et Messieurs ! Durant votre voyage éventuel en Iran, vous n’auriez pas pu trouver l’occasion, ou tout simplement on vous l’aurait refusée, de visiter le lieu que je voudrais vous présenter. Ce lieu est un cimetière abandonné, situé en périphérie sud-est de Téhéran. Après la révolution, ce cimetière qui s’appelle Khavaran est devenu l’endroit où on devait inhumer de soi-disant mécréants et des bahaïs. C’est à Khavaran qu’on a enterré une partie des victimes de l’exécution des prisonniers politiques de 1988.

Khavaran est lieu de mémoire comme le sont Auschwitz et Dachau. Khavaran est le cimetière dont les fosses communes contiennent les corps des intellectuels et activistes politiques dont le crime n'était autre que penser différemment. Vu l'ampleur et la nature particulière de cette tuerie, nous ignorons encore où sont enterrées les milliers d'autres victimes qu'après avoir été pendues, ont été transportées dans des camions frigorifiques et jetées ensuite dans des fosses communes. Mais Khavaran, nous le connaissons. La plupart du temps, c'est après le renversement des régimes criminels qu'aura lieu la découverte des charniers qui deviendront par la suite une pièce à charge dans leurs dossiers des crimes contre l'humanité. Mais lorsque les mères endeuillées iraniennes ont découvert Khavaran et l'ont labouré à l'aide de leurs ongles, le régime islamique était toujours en place. Khavaran est la trace de la tuerie du pluralisme par ce régime.

Pour trouver la masse d'uranium enrichi et dénoncer les fins militaires du programme nucléaire iranien, vous aurez besoin d'appareils sophistiqués et ultramodernes. En revanche, si un jour, vous passez par Khavaran, il vous suffira de quelques coups d'ongle pour arriver aux ossements. Excaver Khavaran, c'est la découverte des os appartenant aux milliers d'âmes juvéniles, c'est la découverte de l'absence de l'homme. Le régime iranien a essayé à maintes reprises d'anéantir cet endroit, mais les mères de Khavaran l'ont préservé coûte que coûte pour un jour prochain où la justice sera faite.

Aujourd'hui où cette chance m'est offerte d'être l'écho de la requête des milliers de familles de victimes et de leur plainte, je vous demande de faire tout ce qui est dans votre pouvoir afin que ce cimetière soit préservé et reconnu comme emblème des crimes contre l'humanité commis par la République Islamique. Je vous demande d'avoir envers les assassins les comportements qu'ils méritent. Je vous remercie.

7. Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO)

Andrew Swan, Programme Manager

On behalf of the UNPO and its Ahwaz, Azeri, Baloch, and Kurdish Members I would like to thank the Chair and Members of the Delegation for their decision to convene this hearing and to include the crucial question of Iran's nationalities in their discussions. The situation of minorities and component nationalities are a bellwether for a state's respect for human, civil, and political rights. In Iran the situation facing its nationalities reflect a disregard for such rights that transcends nationality, religion or culture.

From information sourced from contacts within Iran, many of whom had hoped to testify to you in person we know that the situation in Iran is deteriorating. To take just one instance, Lake Urmia has showcased the failure – wilful or otherwise – to manage an ecosystem, allow any form of legitimate protest, or to hold account those responsible for such gross mismanagement and its human costs.

The lack of any meaningful press freedom or space for discussion and debate has created a climate in which suspicion abounds. Tehran's actions however small are being interpreted as part of past and ongoing efforts at ethnic re-distribution, work place discrimination, access to education and freedom of expression.

The recent dismissal of hundreds of Ahwazi workers reflects both these policies and the climate that surrounds them. Iran's nationalities are not seeking a dissolution of Iran – this is not their aim and I reaffirm it here once again. What is being sought is a means of returning to the values of freedom that united Iranians in the 1970s. Tehran has shown

itself unable to respond to the real questions of environmental degradation in Al-Ahwaz, equitable resource exploitation in Balochistan, justice for Kurdish minors, and cultural expression for all.

8. **Mr Didier Idjadi** Professor at the University of Paris, a municipal counsellor in Paris and a member of the French Greens.

Madame la présidente, permettez moi de vous remercier pour cette initiative sur la situation iranienne. Mon intervention est organisée en deux parties :

- La mort du lac d'Ourmia, une catastrophe écologique majeure
- L'assèchement du grand fleuve Zayindeh Roud, au centre de L'IRAN à Ispahan, grande catastrophe

La destruction écologique en Iran est considérable. Nous évoquer devant ce parlement seulement deux cas. Le lac d'Ourmia situé au nord de l'Iran, Azerbaïdjan, risque de sécher complètement d'ici deux à trois ans. Les appels fréquents de la population de la région y compris les alertes lancées par les experts pour que la république islamique prenne des mesures urgentes, restent vains. Le parlement iranien vient de refuser, cela pour des raisons économiques et idéologiques, d'autoriser l'écoulement partiel des eaux des 40 barrages alentours, ce qui est à l'origine de l'assèchement du lac.

Ce lac, le troisième le plus salé au monde risque de se transformer en immense désert de sel et par conséquent la désertification de la région la plus peuplée d'Iran.

Le taux de salinité du lac d'Ourmia le plus grand lac du Proche Orient a atteint des seuils très importants. Il y a quelques dizaines d'années la superficie du lac était de 5 400 km². aujourd'hui sa surface s'est réduite de 60% et selon les spécialistes, dans les prochaines années, le lac disparaîtra complètement. Le lac d'Ourmia, protégé par l'UNESCO, est avec 464.000 hectares de masse d'eau le plus important lac d'Iran. C'est aussi l'un des lacs les plus salés au monde qui représente un habitat important pour les oiseaux et la vie aquatique, y compris les crustacés exceptionnels.

Selon l'Université d'Ourmia, la profondeur maximale du lac a chuté de 12 à 6 mètres. Cela est dû à la sécheresse en cours depuis treize ans mais aussi à la politique de l'eau. Sur les rivières qui alimentent ce lac, il y a pas moins de vingt barrages qui ont été construits ou sont en construction. Par ailleurs, l'eau du lac est drainée pour la consommation ou l'irrigation. Cette source d'eau sera à l'avenir beaucoup plus faible. Une conséquence directe de cette politique est que l'eau est beaucoup plus salée qu'auparavant. La salinité, selon les autorités locales, a augmenté à 340 grammes par litre, un niveau bien au-dessus du niveau normal d'environ 200 grammes par litre.

Le régime avec un projet de liaison routière de 130 nouveaux kilomètres qui passe à travers le lac a détruit l'écosystème unique du lac et il envisage un élargissement du projet pour favoriser la circulation routière en détriment de la nature. La pollution est la troisième menace pour l'écosystème sur place. Le lac d'Ourmia est situé dans une importante zone agricole et industrielle. Un manque de contrôle des eaux usées provoque par ailleurs le reversement des saletés dans le lac.

Le régime volontairement cherche à en finir avec ce lac, car il nous semble, selon certains journalistes, au fonds du lac il existe des réserves d'uranium. Le grand fleuve Zayindeh roud au centre de l'Iran, à cause des barrages et l'utilisation excessive de l'eau pour l'industrie et l'agriculture intensive et des grandes villas de luxe, se trouve sur 150

kilomètres, asséché. Les exploitations des agriculteurs sont détruites, la biodiversité est anéantie, des zones désertiques sont largement augmentées et le chômage dans cette région est en augmentation sans précédente.

Les politiques néfastes de la république islamique ont provoqué des dégâts écologiques considérables, ce qui a provoqué ces derniers mois des mouvements de colères et de manifestation de masse. Les militants environnementalistes continuent de protester au fur et à mesure que le lac s'assèche. Dans deux villes Tabriz et Ourmia, les manifestants, les groupes environnementaux, une nouvelle fois sont descendus dans la rue pour protester contre la politique gouvernementale et pour l'ouverture des barrages. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. Concernant la crise écologique de Zayindeh Roud, 300,000 agriculteurs se sont rassemblés et manifestés et 100000 d'entre eux ont déposé des plaintes contre l'administration concernant l'assèchement du fleuve et la destruction de leurs récoltes.

L'Europe peut soutenir l'ensemble des luttes du peuple iranien pour la protection de l'environnement et demande la libération immédiate des personnes arrêtées. Il faut condamner la répression des militants et la politique de destruction écologique du gouvernement iranien.

Depuis une trentaine d'années, la république islamique poursuit son projet nucléaire dans une opacité inquiétante. Le projet de la centrale Bouchehr, lancé par le régime du Shah avec l'aide du groupe Siemens et puis arrêté, fut repris après la révolution islamique en partenariat avec des ingénieurs russes. L'achèvement de ce projet en août 2010 n'a pas permis la connexion sur le réseau d'électricité car d'éventuels dégâts causés par le virus informatique Stuxnet ont empêché le démarrage opérationnel et sur la base des instructions des russes, le combustible fut déchargé du cœur du réacteur. Selon le gouvernement iranien la cause de l'arrêt de la centrale était « la panne du moteur » du réacteur. Ahmadinéjad lors d'un entretien télévisé déclare : les normes de la centrale correspondent aux normes de sécurité internationales, donc pas de souci. Il est à noter cette centrale nucléaire conçue depuis quarante ans, est composée d'éléments technologiques éclectiques et hétérogènes, ne peut pas être fiable. L'absence d'une gestion rigoureuse et la difficulté de l'AIEA dans la réalisation des investigations approfondies sur cette centrale ne permettent pas de confirmer un excellent niveau de sécurité. Aucune équipe scientifique n'est autorisée d'effectuer des enquêtes, aucun journaliste n'est libre de publier un article professionnel sur le sujet, aucun débat contradictoire n'est organisé dans la société afin de vérifier les choix et d'évaluer par une expertise démocratique.

Nous savons également que le régime islamique a procédé à la réalisation d'autres projets de construction des centrales nucléaires à Ahwaz et à Arak, en déclarant que l'Iran sera autonome dans cette réalisation. Ces activités s'ajoutent à l'ensemble du programme nucléaire disséminé sur le territoire national qui poursuit un objectif politique et militaire. Le régime iranien, en dépit de ses démentis, cherche à se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme nucléaire civil et économique.

Il existe donc une double inquiétude. Tout d'abord l'absence de fiabilité des installations et la non-conformité aux normes de sécurité. La grande difficulté des ingénieurs japonais face à la crise nucléaire grave de Fukushima montre que les risques sont considérables et non maîtrisables dans un pays de haute technicité. Par conséquent l'absence d'expérience significative et d'une haute expertise reconnue en République islamique, ne permet pas d'être optimiste, bien au contraire. Un autre aspect de cette inquiétude est en

relation avec le caractère militaire du programme nucléaire iranien. La politique étrangère du régime islamique est caractérisée par une tentative hégémonique et une démarche de provocation et en interne il pratique une dictature cléricale et de la propagande pro-nucléaire.

Le nucléaire iranien, est un risque majeur car il n'est pas fiable et les risques potentiels sont nombreux pour l'Iran et la région d'une part et d'autre part c'est une arme de propagande contre la liberté d'opinion, la démocratie et la paix.

La crise écologique et la déréglementation climatique constituent le risque majeur du monde d'aujourd'hui, ce qui nécessite une mobilisation planétaire et multiforme pour limiter les dégâts et agir autrement. Le monde contemporain est caractérisé par une crise sociale et financière profonde ainsi que par les mouvements de démocratie pour une justice sociale.

En Iran la république islamique a utilisé tous les moyens pour réprimer le mouvement ainsi que les acteurs de ce mouvement. Les étudiants, les femmes, les démocrates se sont sacrifiés pour montrer au monde entier le désir de fonder une nouvelle société, une société libre, juste et laïque. Nous pensons que la défense des droits humains et la liberté des femmes est inséparable du combat pour l'écologie politique.

Un pays où il existe 300 jours ensoleillés, ce qui permet le développement des énergies renouvelables, dans un pays qui possède des réserves considérables en énergie fossile, s'il y a une volonté réelle de développement économique, les ressources sont disponibles. L'argument du régime à partir du nucléaire, est un prétexte afin de dissimuler l'objectif véritable du nucléaire militaire. Nous voulons un monde sans nucléaire et une région sans bombe nucléaire. En Iran la bombe nucléaire est au service d'une dictature, est une menace pour la paix, Et est un choix complètement erroné.

L'Europe doit montrer une fermeté à l'égard du régime iranien. Le budget de l'IRAN est de 530 milliards euros. 80% de ce budget sont d'origine pétrolière. Les sociétés occidentales peuvent ne pas acheter ce pétrole et l'Europe peut sanctionner les responsables politiques et militaires du régime. L'intervention militaire en Iran est un mauvais choix et il faut absolument éviter, mais accentuer la pression sur le régime et défendre l'opposition démocratique et les défenseurs des droits humains et les militants environnementalistes et écologiques sont justes et indispensables.